Finances publiques : la flûte enchantée

Article rédigé par Boulevard Voltaire, le 08 avril 2024

Source [Boulevard Voltaire]: On ne sait pas s'il faut en rire ou en pleurer. Ce dimanche, dans <u>une interview donnée à La Tribune Dimanche</u>, Thomas Cazenave, ministre délégué aux Comptes publics, annonce que l'État a vendu, en 2023, 645 biens immobiliers. Une liste à la Prévert dont notre État a le secret, entre une ancienne école d'architecture à Nanterre et un centre de vacances à Saint-Raphaël en passant par un immeuble du ministère de la Culture à Paris. Bien. Le produit de cette vente a rapporté – accrochez-vous – 280 millions d'euros à l'État. Très bien. Très content de lui, le ministre annonce même que cette bonne nouvelle l'est d'autant plus que cette démarche est vertueuse « *pour la planète* ». C'est le petit plus qui fait la différence, vous voyez. Avant, on parlait de petit geste commercial ; maintenant, le petit geste doit être « éco-responsable ».

C'est « à la minceur des épluchures » que « l'on voit la grandeur des nations ».

Petit plus, effectivement. On disait donc 280 millions d'euros. Histoire de remettre les choses en place, quelques chiffres. En 2024, le budget de l'État voté par le Parlement – enfin, si on veut, le 49.3 étant passé par là – prévoit autour de 350 milliards d'euros de recettes, dont un peu moins de 23 milliards de recettes non fiscales (entre autres dividendes perçus par l'État, revenus de biens immobiliers, ventes, etc.). Faites le calcul vous-même : ces 280 millions dont le ministre Cazenaze se glorifie ont donc rapporté l'équivalent de 1,21 % des recettes non fiscales prévues en 2024. Et 0,08 % de l'ensemble des recettes espérées en 2024. Certes, il n'y a pas de petites économies, et pas de petits profits non plus, et, comme chantait Jacques Brel, c'est « à la minceur des épluchures » que « l'on voit la grandeur des nations ». La France est donc une grande nation. D'ailleurs, La Tribune Dimanche n'hésite pas à qualifier cette annonce d'« aubaine après le dérapage inédit du déficit à 5,5 % en 2023 ». Du second degré, peut-être. Un dérapage à 154 milliards d'euros, rappelons-le, ça doit laisser quelque part des traces de freinage. Comme quoi on peut faire dire n'importe quoi aux chiffres : ainsi, le ministre n'hésite pas à souligner que ces 280 millions représentent « une hausse des recettes de 37 % ». 37 % de quelles recettes ? On imagine des ventes de ce qui reste de petits « bijoux de famille » traînant encore dans les tiroirs d'un État fauché... Probablement. En tout cas, de quoi lâcher un « Waouh » de satisfaction après une lecture paresseuse en guise de sieste dominicale.

Lire la suite

08/04/2024 01:00